

Les femmes du monde se mobilisent

Ruth Rose et Vivian Barbot

Volume 13, numéro 1, 2000

La marche mondiale des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058066ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058066ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Rose, R. & Barbot, V. (2000). Les femmes du monde se mobilisent. *Recherches féministes*, 13(1), 1–5. <https://doi.org/10.7202/058066ar>

Présentation

Les femmes du monde se mobilisent

RUTH ROSE et VIVIAN BARBOT



À l'automne 2000, dans 157 pays, un très grand nombre de femmes unissent leurs voix pour faire connaître aux dirigeants du monde entier leurs aspirations pour le troisième millénaire : elles revendiquent l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes partout sur la planète. Ce vaste mouvement de solidarité internationale, lancé par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), s'articule autour de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

Le présent numéro de *Recherches féministes* se situe résolument dans la foulée de cette marche. Les textes que nous avons choisi de publier illustrent, en effet, quelques-unes des « 2 000 bonnes raisons de marcher » qu'annonce le slogan de la Marche. Précisons d'abord succinctement, avant de présenter les auteures et les auteurs ainsi que les différents thèmes abordés, quelques éléments qui servent de toile de fond à l'analyse féministe de la conjoncture actuelle.

Tout d'abord, au niveau économique, quelques sociétés multinationales gigantesques étendent leurs tentacules au-delà de leurs sphères économiques d'origine, qu'elles soient européennes, nord-américaines ou nipponnes. Elles implantent leurs usines dans des pays pauvres, là où elles peuvent bénéficier de ressources naturelles et d'une main-d'œuvre abondante, à bon marché. En même temps, elles encadrent et conditionnent les habitudes de travail et de consommation de peuples très divers partout où elles se trouvent.

Afin de paver la voie à ce genre d'exploitation et de façonner les économies des pays du tiers-monde de telle sorte qu'elles puissent répondre de façon appropriée aux besoins des pays industrialisés, les institutions internationales telles la Banque mondiale et le Fonds monétaire international y imposent des ajustements structurels. Ces programmes d'austérité, mis en œuvre dans des pays où la majorité des personnes qui y habitent vivent déjà en deçà du niveau de subsistance, restreignent l'intervention éventuelle des gouvernements pour contrer la pauvreté et les méfaits de la mondialisation du marché. De plus, tout en détruisant les économies traditionnelles de leurs voisins du Sud, les pays industrialisés ne leur permettent pas de construire des économies modernes stables.

Par ailleurs, malgré les énormes progrès technologiques du xx^e siècle, les inégalités s'accroissent entre pays pauvres et pays riches de même qu'entre pauvres et riches d'un même pays. Les femmes sont les principales victimes d'une telle situation. En effet, si des femmes des pays du Nord ont fait des percées importantes, à des

degrés divers, et connu une amélioration de leurs conditions de vie, la discrimination ainsi que l'exclusion de la vie publique et de l'économie moderne demeurent la règle pour la plupart d'entre elles, en particulier dans les pays du Sud.

Sur le chapitre des méfaits qui assaillent les femmes figure en tête de liste le patriarcat qui continue de dominer, sous couvert parfois des traditions et des cultures locales, renforcé par la précarité économique que vivent la plupart des peuples. La violence conjugale, les agressions sexuelles, les mutilations génitales, les viols systématiques demeurent, hélas, le lot quotidien de centaines de millions de femmes.

Autre donnée du monde moderne : la mobilité des populations. Sous la pression des guerres, des régimes répressifs, des économies en désarroi et de la corruption des élites locales, des millions de personnes migrent chaque année vers d'autres cieux qu'elles espèrent plus cléments. Un certain nombre se retrouvent dans les pays du Nord. Comment les peuples « riches » du Nord les accueillent-ils ? Sont-ils de bons hôtes ? Sont-ils capables d'intégrer ces nouvelles et nouveaux venus dans leur monde économique et social de manière égalitaire ? Les immigrantes bénéficient-elles des mêmes progrès que les autres femmes ou se retrouvent-elles comme des citoyennes de toute dernière classe, après les hommes (immigrants ou pas) et les autres femmes ? Dans un autre ordre d'idées, comment les femmes des groupes minoritaires sont-elles traitées dans les pays du Nord ? Ce sont autant de questions, liées intimement aux différentes revendications de la Marche mondiale des femmes, auxquelles nos auteures et auteurs ont réfléchi et ont essayé d'apporter quelques éléments de réponse.

Au cours d'une entrevue, Françoise David, présidente de la FFQ, nous entretient des deux grands thèmes de la Marche : la pauvreté et la violence faite aux femmes. Elle nous rappelle les multiples visages de la violence envers les femmes dans les pays du Sud : par exemple, l'exclusion de l'économie formelle, l'obligation de porter le voile, le trafic des femmes et des fillettes, le tourisme sexuel. Malgré les conditions épouvantables dans lesquelles vivent certaines femmes dans les pays du tiers-monde, ce qui a frappé les Québécoises lors des rencontres du comité de liaison international de la Marche, c'est le sens de l'humour, le courage et la capacité d'analyse des représentantes de ces pays. Pour ces dernières, la Marche est l'occasion de revendiquer sur la scène mondiale, d'être visibles et d'afficher une légitimité qu'on leur nie trop souvent dans leur propre pays. C'est aussi l'occasion de créer de nouveaux réseaux de communication chez elles et de tisser de nouveaux liens de solidarité avec des femmes étrangères.

Vivian Barbot, vice-présidente de la FFQ, traite de la « solidarité nouvelle » et des « nouvelles solidarités » qui se bâtissent autour de la Marche. Elle constate que la solidarité entre femmes peut s'effriter rapidement lorsque certains groupes, surtout les groupes minoritaires les plus touchés par la violence et la pauvreté, se sentent exclus des processus de décision et de la prise de parole. En tant que participante active à l'organisation de la Marche au Québec, Barbot observe que celle-ci a permis, entre autres, de rejoindre des femmes des communautés ethnoculturelles qui, jusque-là, s'étaient tenues à l'écart du mouvement féministe. Ici comme ailleurs, la Marche est l'occasion de voir et d'expérimenter la solidarité sous de nouveaux jours.

Charles-Édouard de Suremain, Pierre Lefèvre et Iris Pecho nous amènent au Pérou et en Bolivie. Ils explorent les relations entre les mères et les pères lorsque leur enfant

devient malade. Dans des communautés où seuls les hommes ont droit de parole dans l'espace public, la maladie d'un ou d'une enfant devient l'objet d'un jeu de pouvoir non seulement entre la mère et le père, mais aussi entre les différents membres de la famille étendue qui expriment leur opinion quant à la nature de la maladie et aux traitements appropriés. Dans ces négociations, le pouvoir de la mère est souvent proportionnel à la stabilité de son mariage. Tout comme les autres parties en cause, le personnel médical tend, lui aussi, à blâmer la mère pour les mauvais soins qu'aurait eus l'enfant, renforçant ainsi le sentiment de culpabilité et d'impuissance de celle-ci. Les auteurs proposent des moyens susceptibles de mieux outiller le personnel médical dans ses interventions auprès des enfants et d'aider les parents à mieux définir leur rôle respectif.

Giovanna Campani, pour sa part, trace les grandes lignes de la place des femmes dans les mouvements migratoires internationaux. Contrairement aux mouvements des années 60 et 70 qui étaient dictés principalement par les besoins de l'Europe du Nord pour la main-d'œuvre masculine, les mouvements actuels touchent autant les femmes que les hommes et s'étendent à tous les pays du monde. Ils reflètent davantage les facteurs qui poussent les ressortissants et les ressortissantes des pays pauvres à quitter leurs pays — guerres et famines, destruction des économies traditionnelles, recherche d'une meilleure vie — que les besoins des pays d'accueil. Alors que beaucoup de femmes migrent pour rejoindre leur conjoint, d'autres doivent occuper un emploi comme domestique résidente pour être acceptées dans les pays d'accueil. D'autres encore suivent les voies clandestines menant vers l'industrie du sexe. À partir d'une analyse des conflits de genre, d'ethnie et de classe, Campani décrit l'exploitation dont sont victimes en Italie des immigrantes des Philippines, de l'Albanie, du Nigeria et de maints autre pays.

De son côté, Ruth Rose explore la situation des travailleuses domestiques, principalement celles qui sont des immigrantes récentes, dans une recherche effectuée pour l'Association des aides familiales du Québec. Cette dernière demande, dans le cadre de la Marche mondiale, que les aides familiales soient pleinement protégées par les lois concernant le travail. La plupart d'entre elles s'occupent d'enfants ou de personnes handicapées, malades ou âgées. Presque toutes travaillent de très longues heures pour un salaire dérisoire. Celles qui résident dans les familles subissent des restrictions qui vont parfois jusqu'à la séquestration. Le travail domestique exercé par des immigrantes et conditionnel au droit d'immigrer dans le pays remet profondément en question le mouvement féministe.

Lise Pilon nous présente les résultats d'une enquête sur la détresse alimentaire que vivent des personnes pauvres dans la grande région de la ville de Québec. Les sujets de sa recherche, dont 75 % sont des femmes, sont victimes de l'exclusion du marché du travail et de la détérioration des programmes sociaux. Ces personnes révèlent des problèmes de santé liés autant au manque de nourriture qu'à la variété insuffisante d'aliments sains. Elles expérimentent aussi un sentiment de dévalorisation personnelle ainsi qu'une perte de confiance dans leurs propres capacités.

Satu Lassila, quant à elle, fait état, dans un extrait de son journal de bord, des effets de la famine causée par la guerre et des mauvaises récoltes, au sud du Soudan. Dans ce pays où les femmes et les filles mangent après les hommes et les garçons et

reçoivent des portions moindres, le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'Organisation des Nations Unies (ONU), organisme responsable de livrer les secours aux populations, œuvre pour aider les femmes à prendre leur place. Dans chaque communauté, des comités composés d'au moins 50 % de femmes ont été mis sur pied afin de s'assurer que toutes les personnes vulnérables reçoivent leur part d'aliments, particulièrement les familles ayant une femme à leur tête. Le PAM fait aussi la promotion de l'alphabétisation des femmes et encourage leur participation à la vie politique des villages.

Aoua Bocar Ly-Tall aborde le thème de l'excision qui, avec la migration des Africaines vers l'Europe et l'Amérique du Nord, est devenu un problème qui concerne tous les pays industrialisés. Elle fait remarquer que ce n'est qu'à partir de 1984, lorsque les femmes africaines ont pris en main le dossier de l'excision, avec la création du Comité inter-africain (CI-AF) de lutte contre les pratiques traditionnelles affectant la santé de la femme et de l'enfant, que la situation a commencé à changer. Cependant, malgré les interdictions gouvernementales dans les douze pays où l'excision est la plus répandue, ainsi que dans au moins huit pays industrialisés, cette pratique continue de progresser. Au Québec, le réseau Femmes africaines, horizon 2015 cherche à éliminer cette pratique, tout en informant et en soutenant le personnel médical aux prises avec ses conséquences. Ses membres espèrent qu'en l'an 2015 on verra la première génération de femmes d'origine africaine qui n'auront pas connu ce cauchemar.

Irène Demczuk, pour sa part, fait valoir, dans un plaidoyer éloquent, que les droits des lesbiennes sont des droits fondamentaux de la personne. Elle souligne que parmi toutes les revendications de la Marche mondiale, adoptées par le comité de liaison international, seules les deux revendications concernant les lesbiennes n'ont pas reçu un appui consensuel. En effet, chaque coordination nationale, voire chaque groupe local, est appelé à indiquer son appui à ces revendications. Dans certains cas, c'est par peur des représailles que les femmes ne veulent pas appuyer cette revendication, tandis que, dans d'autres, ce sont plutôt l'homophobie ou l'importance relative de cette question qui les font hésiter. Pourtant, comme le souligne Demczuk, dans certains pays, la répression est telle qu'une relation sexuelle entre femmes est passible de punitions allant de la flagellation publique à l'emprisonnement à perpétuité et même à la peine capitale.

Dans une brève note d'action, Ruth Rose exprime dans quelles mesures les sociétés canadienne et québécoise ont fait œuvre de pionnière quant aux droits des gais et des lesbiennes. Elle montre aussi le chemin qui reste à parcourir malgré les avancées positives promues par des textes de loi.

De leur côté, Huberte Gautreau et Auréa Cormier nous font part de la revendication prioritaire des femmes du Nouveau-Brunswick dans le cadre de la Marche mondiale : l'instauration d'une loi « proactive » sur l'équité salariale. Elles demandent à leur gouvernement d'adopter, comme en Ontario et au Québec, une loi forçant les employeurs à revoir leur système de classification des emplois et leur structure salariale afin que les emplois typiquement féminins soient rémunérés au même taux que les emplois à prédominance masculine de même valeur. Pour elles, l'adoption d'une telle loi, en plus de répondre à un souci de justice fondamentale, sera plus à même de combattre la pauvreté des femmes que ne le ferait une hausse du salaire minimum.

Enfin, Mireille Neptune-Anglade nous fait un compte rendu du dernier livre d'Andrée Michel dont la revue *Recherches féministes* célèbre le 80^e anniversaire. Dans cet ouvrage, *Citoyennes militairement incorrectes* (Harmattan, 1999), Michel écrit que « les femmes, principales victimes d'une militarisation de la planète, représentent le principal potentiel de résistance au surarmement ». Cette assertion fait écho aux revendications internationales de la Marche mondiale où les femmes demandent que l'on considère les viols et les agressions sexuelles comme des crimes de guerre et que les États mettent en œuvre des politiques de désarmement et se prononcent contre les mines antipersonnelles. D'autres comptes rendus de volumes récemment parus complètent ce numéro.

Nous espérons que ce numéro de *Recherches féministes* permettra à nos lectrices et à nos lecteurs de mieux s'imprégner de l'esprit de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000 et de continuer à contribuer, chacune et chacun à sa façon et dans sa sphère propre, à la marche inéluctable des femmes vers l'égalité dans toutes les dimensions de la vie.